

Direction des Lignes - UMFO

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

2024MAPA013 - Publicité légale liée aux enquêtes publiques parcellaires et aux procédures réglementaires qui relèvent de la responsabilité de la Société des grands projets (SGP)

DESTINATAIRE

Candidats à la présente consultation

Entité adjudicatrice
SOCIETE DES GRANDS PROJETS
Immeuble Moods
2-4 mail de la petite Espagne
93200 Saint-Denis

CONFIDENTIALITE C1

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions du marché conclu avec le titulaire destinataire.

2024MAPA013- CCTP

Ce document est la propriété de la Société des grands projets. Toute diffusion ou reproduction intégrale ou partielle est autorisée pour et dans la limite des besoins découlant des prestations ou missions du marché conclu avec le titulaire destinataire.

Sommaire

1. CONTEXTE DU MARCHÉ	3
2. PRÉSENTATION DU MARCHÉ	6
3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS EN PHASE DE PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE PARCELLAIRE	7
4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS EN PHASE D'EXÉCUTION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE PARCELLAIRE	10
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS EN PHASE POSTÉRIEURE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE PARCELLAIRE	12

1. CONTEXTE DU MARCHE

1.1 Présentation générale

Etablissement public d'Etat, la Société des grands projets (SGP) anciennement dénommée Société du Grand Paris est chargée de la conception et de la réalisation du Grand Paris Express (GPE), le nouveau métro en Île-de-France.

En tant que maître d'ouvrage, la SGP a pour missions d'assurer :

- La construction des quatre nouvelles lignes de métro (15, 16, 17 et 18) ainsi que le prolongement de la ligne 14 entre Mairie de Saint-Ouen et Saint-Denis - Pleyel,
- La construction et l'aménagement des gares et ouvrages nécessaires au bon fonctionnement du réseau,
- L'aménagement des futurs quartiers de gare du Grand Paris Express, en concertation étroite avec les élus locaux et les établissements publics concernés.

La SGP a temporairement délégué la maîtrise d'ouvrage opérationnelle du prolongement sud de la ligne 14 (entre Paris et l'aéroport d'Orly) à la RATP. Elle conserve néanmoins la responsabilité des relations territoriales, des acquisitions foncières et des projets de valorisation de ce prolongement.

1.1.1 Le Grand Paris

La loi du 3 juin 2010 définit le Grand Paris comme « un projet urbain, social et économique d'intérêt national » qui vise à renforcer l'attractivité de la région capitale et soutenir la concurrence des autres métropoles mondiales.

Afin d'unir les grands territoires stratégiques de la Région Île-de-France et de réduire les déséquilibres sociaux et territoriaux, la loi du 3 décembre 2010 prévoit que le projet du Grand Paris s'appuie sur la création d'un réseau de transport public de voyageurs (Grand Paris Express) dont la réalisation est confiée à la Société des grands projets et le financement des infrastructures est assuré par l'État.

1.1.2 Le Grand Paris Express

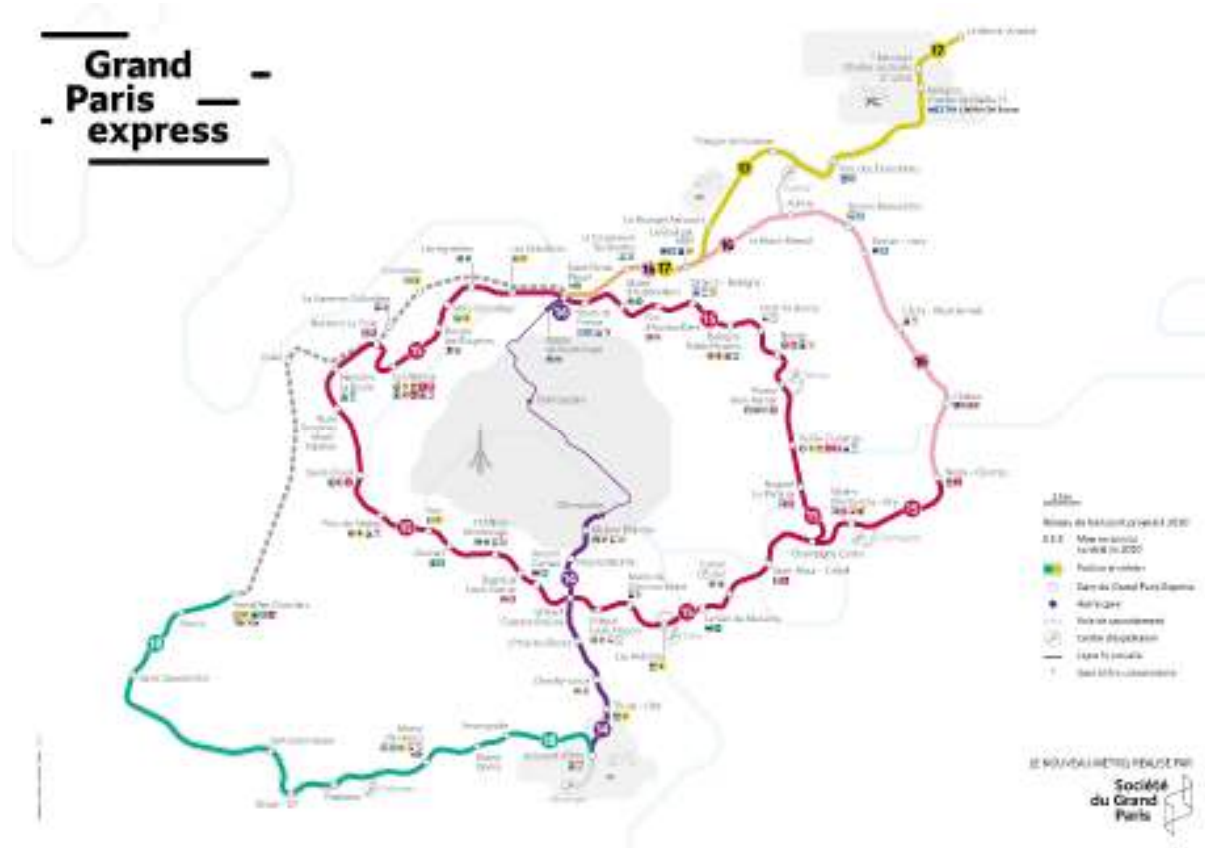
Avec 200 km de métro, 4 nouvelles lignes, 1 ligne prolongée et 68 gares, le Grand Paris Express est le projet de transport et d'aménagement qui permettra chaque jour à près de 3 millions de voyageurs de se déplacer plus facilement et plus rapidement de banlieue à banlieue sans passer par Paris.

Le projet est découpé à date en sept lignes :

- Olympiades à Aéroport d'Orly (Ligne 14 Sud) - Maîtrise d'ouvrage partagée avec la RATP
- Pont de Sèvres à Noisy - Champs (Ligne 15 Sud)
- Saint-Denis - Pleyel à Pont de Sèvres (Ligne 15 Ouest)
- Saint-Denis - Pleyel à Champigny Centre (Ligne 15 Est)
- Mairie de Saint-Ouen à Saint-Denis - Pleyel, Noisy - Champs au Bourget, du Bourget à Saint-Denis - Pleyel (Lignes 14 Nord, 16)
- Le Bourget au Mesnil-Amelot (Ligne 17 Nord)
- Aéroport d'Orly à Versailles Chantiers (Ligne 18)

Le nouveau métro couvrira donc les départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val d'Oise, des Yvelines et de Paris.

Le premier tronçon de la ligne 14 Sud a été mis en service en juillet 2024, les autres lignes le seront progressivement de 2025 jusqu'à horizon 2031.



Le Grand Paris Express à horizon 2030.

1.1.3 SGP DEV

La SGP Développement, société par actions simplifiée ayant comme associé unique la SGP, a pour objet de valoriser les savoirs et savoir-faire acquis dans la conception et la réalisation du Grand Paris express, constituant le patrimoine immatériel de la Société des grands projets, notamment par :

- La réalisation, dans le cadre de conventions visées au VI de l'article 7 de la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, de missions d'intérêt général présentant un caractère complémentaire ou connexe aux missions de la Société des grands projets définies aux II à VI ter de l'article 7 précité ;
- La fourniture, à la SGP ou à l'Etat, de prestations d'ingénierie et d'assistance à maîtrise d'ouvrage de grands projets d'infrastructures, de la conception et des études à la construction des équipements et infrastructures ;
- La participation de manière directe ou indirecte à toutes opérations se rattachant à l'un de ces objets, par voie de création de sociétés ou d'entreprises nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de prises d'intérêt, de fusion, d'association ou de toute autre manière ;

- Toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières et toutes opérations de recherche et d'études, se rattachant directement ou indirectement à l'un quelconque des objets susmentionnés.

L'objectif commun de ces entités est la conduite d'études sur des infrastructures de transport destinées à l'exploitation d'un service de personnes ou de marchandises contribuant au développement urbain et périurbain de métropoles régionales sur tout le territoire national, en vue de conduire les procédures administratives précédant la désignation des maîtres d'ouvrage.

Précision faite ici, que la SGP Dev est en dehors du périmètre du présent marché.

1.1.4 La SGP Immobilier

La Société des Grands Projets a créé en 2022 une filiale pour son activité de promotion immobilière (SAS), qu'elle détient à 100%. La filiale a pour objectif de concourir à la valorisation du patrimoine de la Société des Grands Projets. Cet objet social est réalisé notamment par :

- La prise de participations ou d'intérêts, directement ou indirectement, dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières, notamment propriétaires, directement ou indirectement, d'immeubles et/ou de fonds de commerce, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion de sociétés, d'alliance ou d'association, en participation ou autrement, de prise de contrôle majoritaire ou minoritaire, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements, groupements d'intérêt économique ;
- Toute prestation de gestion administrative, financière, technique, comptables ou commerciale pour toute société dans laquelle elle a une participation ainsi que toute prestation de services extérieurs ;
- L'acquisition, la souscription, la possession, la cession, la vente tant pour elle-même que pour le compte de tiers, de titres ou de toutes autres valeurs mobilières, quelle qu'en soit la nature, la forme ou le montant, de filiales ou de participations majoritaires ou minoritaires de sociétés dont les activités seraient similaires en tout ou partie à l'objet principal de la Société ;
- La vente, l'acquisition directe ou indirecte d'immeubles, en vue de leur location et/ou leur gestion, et/ou pouvant se rattacher, en tout ou partie, directement ou indirectement à cet objet social et de nature à en favoriser son développement et sa réalisation ;
- La réalisation d'opérations ou d'activités de construction, de développement et de promotion immobilière, tant pour son propre compte que pour ses sociétés affiliées ;
- La réalisation d'opérations de crédit et de trésorerie permises par le Code monétaire et financier, quelle que soit la nature de ces opérations et notamment prêts, avances en compte courant, cautionnements, et quelle qu'en soit la durée et plus généralement l'exécution de toutes études, toutes opérations, la conclusion de tous contrats, l'obtention de toutes autorisations et la prise de tous engagements de quelque nature que ce soit, pouvant se rattacher, en tout ou partie, directement ou indirectement à cet objet social et de nature à en favoriser son développement et sa réalisation, et notamment la conclusion de contrats de prêts ou emprunts ou autres accords de financement.

Précision faite ici, que la SGP Immobilier est en dehors du périmètre du présent marché.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site internet de la Société des grands projets à l'adresse suivante : <http://www.societedesgrandsprojets.fr>

1.2 Organisation

La SGP est organisée en « mode projet » à la fois pour privilégier l'opérationnel et être en prise avec les enjeux sectoriels du futur métro. La gouvernance de la SGP s'appuie principalement sur un directoire et un conseil de surveillance.

2. PRESENTATION DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre des démarches de publicité légale nécessaires aux enquêtes publiques parcellaires, requises au titre du code de l'expropriation.

Le présent marché porte sur l'ensemble des lignes du Grand Paris Express. Le lieu principal d'exécution est la Région Île-de-France.

Les prestations de ce marché sont sous la responsabilité de l'Unité Maîtrise foncière (UMFO) au sein de la Direction des lignes.

2.2. Description des prestations

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché sont réparties en trois phases :

- Phase de préparation de l'enquête parcellaire (article 3) ;
- Phase d'exécution du marché (article 4) ;
- Phase postérieure à l'enquête parcellaire (article 5).

2.3. Responsabilité du titulaire

Le présent CCTP a pour but de préciser les modalités techniques des prestations de communication légale de la SGP en termes de conception, préparation, pilotage, organisation et leur mise en œuvre. Toutes les prestations nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations doivent être prévues par le titulaire du marché et exécutées, conformément aux règles de l'art.

Le titulaire du marché suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les documents du présent marché et devra exécuter intégralement toutes les actions nécessaires à l'achèvement complet des prestations.

En tant que professionnel et à ce titre, le titulaire aura un rôle de conseil dans le cadre de la réalisation des prestations du présent marché.

Le titulaire devra assurer la direction et la responsabilité des prestations.

La mise en place de la publicité légale devra être conforme aux exigences et à la réglementation du code de l'expropriation.

Le titulaire supportera l'entière responsabilité du manquement à l'une de ces normes, et plus particulièrement si un vice de procédure dans la publicité légale venait à être constaté durant une enquête parcellaire.

L'article 7 du CCAP précise les pénalités en cas de publicité légale qui n'auraient pas respecté le formalisme réglementaire.

Le titulaire aura indiqué dans son offre le nom et les coordonnées d'un « référent marché ». Les coordonnées devront préciser à minima un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse courriel.

Ce « référent marché » sera l'interlocuteur principal de la SGP lors des trois phases du marché (préparation, exécution et suivi des prestations).

2.4. Pilotage des prestations

Le pilotage des prestations faisant l'objet des enquêtes parcellaires du présent document, sera assuré par la SGP.

Pour chaque enquête à mettre en œuvre, la SGP peut être amenée à organiser une réunion de pilotage qui pourra se faire en lien avec les autorités compétentes. Cette réunion permettra de préciser les éléments suivants :

- Le contexte des prestations ;
- Les contraintes de délai, rétroplanning ;
- La liste des prestations attendues.

Au cours de l'accomplissement des prestations, la SGP pourra prévoir si besoin, des réunions de travail avec le titulaire pour coordonner, suivre et valider les prestations de communication. Ces réunions pourront être de deux sortes :

- Soit des réunions où le titulaire du marché a un simple rôle de présence pour information ;
- Soit des réunions où le titulaire du marché est responsable de la préparation, l'animation et la restitution de la réunion.

Ayant un caractère déterminant pour la définition des prestations, il est entendu que ces réunions sont pleinement intégrées dans les prestations développées en **sections 3, 4 et 5** et ne pourront pas faire l'objet de rémunération complémentaire.

Pour chaque réunion où le titulaire est responsable de la préparation, l'animation et la restitution, il proposera un ordre du jour et préparera un support de présentation dans un délai de 7 jours avant la réunion. Il animera la réunion et rédigera le compte-rendu dans un délai de 48h après la réunion, sans que cela fasse l'objet de rémunération complémentaire.

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS EN PHASE DE PREPARATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE PARCELLAIRE

3.1. Elaboration du plan de communication

Dès sollicitation par mail de la SGP, le titulaire remettra **dans les 5 jours** un plan de communication, intégrant notamment :

- Un rétroplanning à la journée faisant apparaître les délais de mise en œuvre tâche par tâche ;
- Une maquette d'avis d'enquête parcellaire ;
- Une maquette d'insertion presse.

La SGP pourra, autant que de besoin, demander au titulaire des ajustements du rétroplanning ainsi que des maquettes de l'avis d'enquête parcellaire et de l'insertion presse. Une nouvelle version du livrable devra être transmise dans **un délai maximum de 72 heures** suivant la demande de la SGP, et sans surcoût.

3.2. Réalisation du plan de communication par voie d'affiche

Le titulaire assurera la mise en œuvre de la publicité légale, par voie d'affiches, de l'enquête publique relative aux enquêtes parcellaires, en accord avec les préfets de département concernés, autorités compétentes pour ouvrir et organiser les enquêtes parcellaires.

En phase de préparation des enquêtes publiques relatives aux enquêtes parcellaires, le titulaire devra :

- Proposer à la SGP sur une carte les lieux d'affichage (s'agissant de l'affichage sur les lieux du projet, seuls les lieux permettant que les affiches soient visibles et lisibles de la ou des voies publiques devront être proposés)
- Imprimer les affiches selon les dispositions prévues par l'autorité compétente.

Les affiches devront respecter le format suivant : Recto, format A2 couleurs, papier aux normes environnementales, poids minimal 200g et selon les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique exigées dans l'arrêté du 24 avril 2012 (sous réserve d'évolution des mesures).

Les affiches seront de deux types :

- Les premières devront être conçues de manière à résister aux intempéries, actes de vandalisme ou toute autre situation à laquelle elles pourraient être exposées dans un emplacement à l'air libre ou sur la voie publique (par exemple sur support PVC et plastifié).
- Pour le second type d'affiche, le titulaire devra prévoir l'impression d'affiches classiques au format A3 et A2 qui seront placées dans les mairies et différents lieux d'enquête (recto, format A3 ou A2 couleurs, poids minimal 200g).

ATTENTION :

L'impression des affiches par le titulaire ne sera possible **qu'après validation expresse de la SGP** du nombre d'affiches et du bon à tirer. La SGP pourra, autant que de besoin, demander au titulaire des ajustements de la maquette de l'avis d'enquête. Une nouvelle version du livrable (maquette) devra être transmise dans un délai maximum de **72 heures** suivant la demande de la SGP, et sans surcoût.

Poser les affiches sur les lieux proposés par le titulaire après validation par la SGP,

Le titulaire pourra, le cas échéant et sur demande de la SGP, faire procéder à des constatations de la continuité de l'affichage par voie d'huissier de Justice, qu'il aura lui-même mandaté.

Cette prestation est payée par la SGP directement sur la base du justificatif produit au nom de la SGP par le titulaire.

La pose des affiches devra être réalisée **quinze jours au moins** avant le début de l'enquête publique.

3.3. Réalisation du plan de communication par insertion presse

Le titulaire assurera la mise en œuvre de la publicité légale, par voie de presse, de l'enquête publique relative aux enquêtes parcellaires, selon le ou les arrêté(s) d'ouverture d'enquête pris par le ou les préfet(s) du ou des département(s) concerné(s), autorité(s) compétente(s) pour ouvrir et organiser les enquêtes parcellaires. En phase de préparation des enquêtes publiques relatives aux enquêtes parcellaires, le titulaire devra dans un délai permettant le respect des modalités réglementaires de l'enquête publique :

- Proposer la maquette d'insertion à la SGP ;
- Envoyer les demandes de publication aux journaux sélectionnés et réserver l'espace ;

3.4. Mise en place d'un registre papier

La SGP pourra demander au titulaire de procéder à l'achat de registres d'enquête parcellaire dit « papier », et/ou à la distribution de ces registres aux communes concernées par l'enquête parcellaire. Cette prestation devra faire l'objet d'une demande expresse de la SGP, en accord avec les autorités compétentes.

3.5. Mise en place, gestion et maintenance d'un registre électronique (« l'Outil »)

3.5.1. Mise en place

Sur demande de la SGP, en accord avec les autorités compétentes, le titulaire devra mettre en place un registre électronique. Ce registre devra être mis à place conformément aux préconisations de la CNIL en matière de Privacy by design et by Default. Le titulaire procédera, si nécessaire à une analyse d'impact (AIPD) afin d'assurer la protection des données à caractère personnel qui seront collectées dans le cadre du marché.

Ce registre recouvre une enquête parcellaire quand bien même cette dernière concernerait plusieurs communes. La capacité minimale de stockage du registre électronique ne peut pas être inférieure à 500 Mo. Sur demande expresse de la SGP, la capacité de stockage pourra être supérieure au minimal requis par ce marché.

A compter de la transmission par la Société des grands projets de l'ensemble des pièces nécessaires à sa constitution, le titulaire livrera, selon les besoins exprimés par la SGP, **dans les 7 jours**, un site internet qui hébergera le registre électronique et qui sera accessible par le public depuis un site dédié à la procédure de participation du public concernée. Cet outil devra permettre la mise en ligne pour consultation et téléchargement du dossier d'enquête parcellaire. Il devra donner la possibilité aux utilisateurs d'inscrire leurs remarques. Le registre doit également permettre de faire des impressions de ces avis et commentaires.

Le titulaire assurera l'hébergement, la sécurisation et la maintenance du registre pendant toute la durée de l'enquête.

Le registre sera ouvert aux jours et heures de l'ouverture de l'enquête ou de la procédure et se clôturera aux jours et heures de clôture de l'enquête ou de la procédure.

3.5.2. Résolution des Anomalies

Les Anomalies sont définies comme suit : « **Anomalie** » désigne tout défaut, dysfonctionnement, erreur, non-conformité, dégradation des performances ou problème d'utilisation de l'Outil. L'anomalie peut être bloquante ou non bloquante :

- « **Anomalie Bloquante** » désigne toute Anomalie rendant impossible l'utilisation de l'Outil et/ou d'une fonctionnalité essentielle ;
- « **Anomalie Non Bloquante** » désigne toutes les Anomalies qui ne sont pas des Anomalies Bloquantes.

Durant toute la durée de la procédure de participation du public, le titulaire devra s'assurer du bon fonctionnement technique du registre, informer la Société des grands projets de toute Anomalie et procéder, sur demande de la Société des grands projets, à la résolution des Anomalies dans les conditions de délais ci-après.

Le titulaire corrigera toute anomalie dans les délais suivants :

- Dans un délai de **2 heures maximum** à compter de la demande de la SGP, pour Anomalie bloquante.

- Dans un délai de **24 heures** à compter de la demande de la SGP, pour une Anomalie non bloquante.

Pour ce faire, un interlocuteur devra être disponible de **9h à 19h, 7 jours/7**, pour recueillir la demande de correction.

La SGP pourra, autant que de besoin, demander au titulaire des ajustements du registre électronique. En dehors des questions relevant d'une Anomalie qui ont leur propre grille de délais, une nouvelle version du livrable (registre) devra être transmise dans **un délai maximum de 72 heures** suivant la demande de la SGP.

3.6. Kit sanitaire

En cas d'épidémie ou de pandémie, la SGP souhaite qu'un kit sanitaire soit mis en place à l'ouverture de l'enquête ou dans un délai de 48h en cas de survenance en cours d'enquête pour chacun des lieux accueillant un registre d'enquête parcellaire.

Simultanément à l'affichage des avis d'enquête et à la livraison des affiches aux mairies, le titulaire livrera le kit sanitaire dont la composition respectera les règles sanitaires prononcées par l'autorité compétente. Celui-ci se composera, à minima, des éléments suivants :

- Gel hydroalcoolique ;
- Lingette de désinfection.

La composition du kit sanitaire déposé sur le lieu de consultation du dossier et de registre « papier » demeurera la même quelle que soit l'enquête à laquelle il est rattaché. Cependant, son volume sera adapté selon l'ampleur de l'enquête parcellaire. Le titulaire veillera à ce que les lieux de consultation des dossiers et registres « papier » ne soient à court d'aucun des éléments listés précédemment.

4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS EN PHASE D'EXECUTION DE L'ENQUETE PUBLIQUE PARCELLAIRE

4.1. Contrôle d'affiches des avis d'enquête parcellaire

En phase d'exécution des enquêtes publiques relatives aux enquêtes parcellaires, le titulaire devra assurer un contrôle de l'affichage des avis d'enquête. Pour chacune des enquêtes, la fréquence des contrôles sera définie par le retroplanning établi en phase de préparation de l'enquête. Le titulaire devra donc tout au long de l'enquête publique :

- S'assurer que les affiches restent en place pendant toute la durée de l'enquête publique ;
 - Vérifier qu'aucune affiche n'ait été endommagée, retirée ou rendue illisible de quelle que manière que ce soit. Dans le cas contraire, le titulaire devra remplacer sans délai de manière immédiate à compter du constat et sans qu'il soit besoin d'une demande préalable de la SGP, l'affiche impactée par une nouvelle correspondant aux standards réglementaires
 - Veillera également qu'aucune affiche n'ait été déplacée par rapport à son emplacement initial. Dans le cas contraire, le titulaire devra remplacer, sans délai de manière immédiate à compter du constat et sans qu'il soit besoin d'une demande préalable de la SGP, l'affiche impactée par une nouvelle correspondant aux standards réglementaires.
- Ce contrôle de l'affichage peut être demandé autant que de besoin par la SGP.

4.2. Contrôle de l'affichage par voie d'huissier de justice

Le titulaire pourra également, le cas échéant et sur demande de la SGP, faire procéder à des constatations de la continuité de l'affichage par voie d'huissier de Justice, qu'il aura lui-même mandaté. Le titulaire devra justifier par tout moyen de preuve la réalisation de la prestation.

Cette prestation est payée par la SGP directement sur la base du justificatif produit au nom de la SGP par le titulaire.

4.3. Contrôle de l'insertion Presse

Le titulaire assurera la mise en œuvre de la publicité légale, par voie de presse, de l'enquête publique relative aux enquêtes parcellaires, selon le ou les arrêté(s) d'ouverture d'enquête pris par la ou les autorité(s) compétente(s) pour ouvrir et organiser les enquêtes parcellaires. Par ailleurs, le titulaire garantira cette prestation par un contrôle explicite de la parution dans les médias correspondants. En phase d'exécution des enquêtes publiques relatives aux enquêtes parcellaires, le titulaire devra :

- Vérifier qu'un rappel de la publicité demandée a bien été réalisé dans les 8 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête parcellaire pour chaque département concerné, selon les modalités de l'art R. 112-14 du code l'expropriation pour cause d'utilité publique.
- Vérifier qu'un rappel de la publicité demandée a bien été réalisé dans les 8 jours au moins après la date d'ouverture de l'enquête parcellaire pour chaque département concerné.
- Le titulaire effectuera une vérification de la publication dans les 24 heures ouvrés suivant les parutions dans les journaux ; il transmettra à la SGP les preuves de la publication effective.
- Archiver les publications réalisées et les transmettre à la SGP à la fin de l'enquête publique.

4.4. Contrôle du registre papier d'enquête parcellaire

Pour les besoins de l'enquête parcellaire, le titulaire procédera à la vérification des registres tout au long de l'enquête par le contrôle régulé par scan (à minima 4 fois pendant la durée de l'enquête). En phase d'exécution des enquêtes publiques relatives aux enquêtes parcellaires, le titulaire devra :

- Vérifier que les registres sont disponibles au public pendant toute la durée de l'enquête ;
- Vérifier qu'aucun registre n'ait été endommagé, retiré ou rendu illisible de quelle que manière que ce soit. Dans le cas contraire, le titulaire devra remplacer, sans délai de manière immédiate à compter du constat et sans qu'il soit besoin d'une demande préalable de la SGP, le registre impacté par un nouveau correspondant aux standards réglementaires. Ce contrôle des registres peut être demandé autant que de besoin par la SGP ;
- Photographier de manière lisible les pages des registres contenant des commentaires, ainsi que les courriers joints aux registres. Le titulaire devra transmettre à la SGP ces photographies dans un délai de 24 heures ouvrés à compter de leur réalisation.

4.5. Suivi du registre électronique d'enquête parcellaire

Dans le cas où la SGP a commandé un registre électronique, le titulaire devra s'assurer que celui-ci respecte les fonctionnalités et prérogatives minimales, décrites à l'article 3.5 du CCTP.

Le titulaire assurera l'envoi hebdomadaire par courriel des questions posées et des commentaires rédigés sur le registre électronique à la SGP et aux membres des commissions d'enquêtes.

Cette prestation ne donnera pas lieu à une rémunération complémentaire.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS EN PHASE POSTERIEURE A L'ENQUETE PUBLIQUE PARCELLAIRE

5.1. Dépose des affiches post-enquête

Le titulaire devra faire retirer l'ensemble des affiches à la fin de l'enquête publique dans un délai maximum de deux semaines en respectant les infrastructures ayant assuré leur support. Il aura la charge de l'évacuation de ces déchets dans les règles de l'art.

5.2. Clôture des registres

5.2.1. Enregistrement des informations

Avant la clôture du registre par l'autorité compétente, le titulaire devra photographier les pages des registres comportant des remarques ainsi que leurs courriers joints et transmettre par courriel ces photographies à la SGP, **dans les 24 heures (jours ouvrés)** suivant le dernier jour d'enquête. Cette prestation sera facturée sur la ligne 5.2.1.1 du BPU.

Une fois les registres clos par l'autorité compétente, le titulaire devra scanner l'ensemble des pages des registres (de la 1ère de couverture à la 4ème de couverture), ainsi que les courriers joints aux registres. Le titulaire devra transmettre au format dématérialisé à la SGP ces scans dans un **délai de 24 heures ouvrés** à compter de leur réalisation. Les scans devront être effectués selon le retroplanning établi en phase préparatoire de chaque enquête. Cette prestation sera facturée sur la ligne 5.2.1.1 du BPU.

5.2.2. Dépose du registre

Une fois les registres clos par l'autorité compétente, le titulaire reprendra l'ensemble des registres et leurs courriers joints pour les déposer **dans les 48 heures ouvrés** soit en préfectures, soit auprès du commissaire enquêteur.

5.2.3. Transmission des données

Dans les **24 heures (jour ouvré)** suivant la clôture du registre électronique, le titulaire transmettra par courriel à la SGP le registre électronique au format PDF comportant l'ensemble des données (commentaire, horodatage, identité de l'auteur et des contributeurs, pièce(s) jointe(s), ...).